

Paris, le 8 SEP. 2009

LE PREMIER MINISTRE

N° 5413/SG

A

Madame et Monsieur les ministres d'Etat,  
Mesdames et Messieurs les ministres,

*A l'attention de Messieurs les directeurs de cabinet*

Monsieur le préfet de Corse

Messieurs les préfets des régions d'outre-mer

Objet : déploiement territorial de l'application Chorus en Corse et dans les régions d'outre-mer.

Réf. : mon instruction n°5397/SG du 1<sup>er</sup> juillet 2009

Par l'instruction citée en référence, je vous ai informé des modalités de déploiement de l'application Chorus dans les services de l'Etat implantés sur le territoire.

L'objet de la présente circulaire est, d'une part, de rectifier une erreur matérielle figurant dans l'instruction du 1<sup>er</sup> juillet 2009, d'autre part de préciser les conditions de mise en œuvre de Chorus dans la collectivité de Corse et dans les régions d'outre-mer.

1. Au « 3. » de la note de bas de page, dressant la liste des ministères participant au « bloc n° 3 », il convient de lire : « ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi (hors INSEE), ministère du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'Etat (hors DGDDI) - ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville - ministère de la santé et des sports - ministère de la culture et de la communication ».

2. S'agissant de la Corse et des régions d'outre-mer, où la création de centres de service partagés interministériels (CSPI) est prévue dès le 1<sup>er</sup> janvier 2010, les travaux réalisés par le groupe interministériel constitué sous l'égide du COS Chorus ont fait apparaître qu'en l'état du droit, la formule de la délégation de service (DIS) envisagée par la circulaire citée en référence ne permettait pas de répondre à l'objectif de créer un service déconcentré réellement mutualisé, habilité à agir au nom de divers ordonnateurs.

En conséquence, dans la perspective de court terme prévue et sans que l'hypothèse de modifications réglementaires soit écartée à ce stade, il ne sera pas recouru à la DIS pour créer le CSPI ; celui-ci devra être constitué au sein de l'un des services présents sur le territoire ou de la préfecture, sur l'initiative du préfet de région.

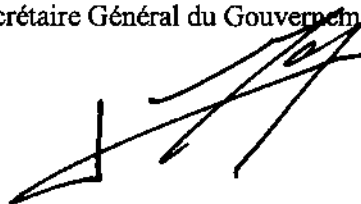
.../...

La contribution des ministères à ce CSPI, en ressources humaines et moyens matériels, par mise à disposition ou compensation budgétaire, sera arrêtée en fonction des coûts de gestion calculés sur la base du ratio de performance de 3 000 actes par agent et par an.

La convention de service entre les ordonnateurs utilisateurs et le chef de service porteur du CSPI sera une délégation de gestion régie par le décret n°2004-1085 du 14 octobre 2004, en conformité avec les principes énoncés dans l'instruction du 1<sup>er</sup> juillet 2009. La délégation de gestion sera conclue entre chacun des ordonnateurs secondaires (de droit ou délégués) à l'origine des actes à traiter et le responsable du service support, en fonction du modèle préparé par le groupe de travail interministériel qui sera transmis aux préfets de région dans les semaines à venir. Les actes concernés par la convention seront précisément circonscrits et décrits.

Chaque convention de gestion sera validée par le préfet sous l'autorité duquel les décisions financières sont prises.

Pour le Premier ministre  
et par délégation  
le Secrétaire Général du Gouvernement

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, overlapping strokes, representing the signature of Serge Lasvignes.

Serge LASVIGNES